Un nouveau chemin vers les rapides. Chisasibi/La Grande et les relations nord-sud au Québec

A New Path to the Waterfall: Chisasibi/La Grande as an Axis of North-South Relations in Quebec

Caroline Desbiens

Volume 9, numéro 1, 2006

Penser l'histoire environnementale du Québec. Société, territoire et écologie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000802ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1000802ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (imprimé)
1923-8231 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Desbiens, C. (2006). Un nouveau chemin vers les rapides. Chisasibi/La Grande et les relations nord-sud au Québec. *Globe*, 9(1), 177–210.
<https://doi.org/10.7202/1000802ar>

Résumé de l'article

Au cours des années 1970, la transformation de la rivière La Grande en un vaste complexe hydroélectrique a forcé les Cris et les Québécois du Sud à établir un dialogue quant à l'aménagement de ce cours d'eau et à son devenir. Si la relation a été ponctuée de conflits et d'inégalités, elle a toutefois mené les partenaires à se reconnaître mutuellement et à s'exprimer sur la place qu'occupe la rivière dans les liens de sociabilité, les échanges économiques et les récits identitaires de chaque peuple. Dans le contexte d'une collaboration qui se serait idéalement accrue depuis La Paix des braves, ce travail a pour but d'explorer la pertinence de l'histoire environnementale comme outil d'harmonisation interculturelle entre les territorialités autochtone et eurogène. En comparant deux sites clés le long de la rivière La Grande (Uupichun et LG-2), leur production et leur transformation à travers le temps grâce au travail humain, je propose de concevoir l'historique environnemental du Québec dans une perspective d'échange et de continuité Nord-Sud.

Un nouveau chemin vers les rapides. Chisasibi/La Grande et les relations nord-sud au Québec¹

Caroline Desbiens
Chaire de recherche du Canada
en géographie historique du Nord
Département de géographie, Université Laval

Résumé – Au cours des années 1970, la transformation de la rivière La Grande en un vaste complexe hydroélectrique a forcé les Cris et les Québécois du Sud à établir un dialogue quant à l'aménagement de ce cours d'eau et à son devenir. Si la relation a été ponctuée de conflits et d'inégalités, elle a toutefois mené les partenaires à se reconnaître mutuellement et à s'exprimer sur la place qu'occupe la rivière dans les liens de sociabilité, les échanges économiques et les récits identitaires de chaque peuple. Dans le contexte d'une collaboration qui se serait idéalement accrue depuis La Paix des braves, ce travail a pour but d'explorer la pertinence de l'histoire environnementale comme outil d'harmonisation interculturelle entre les territorialités autochtone et eurogène. En comparant deux sites clés le long de la rivière La Grande (Uupichun et LG-2), leur production et leur transformation à travers le temps grâce au travail humain, je propose de

1. Je tiens à remercier mes trois évaluateurs anonymes ainsi que deux commentateurs, John Sandlos et Alan Penn, qui ont réagi à une première version de cet article dans le contexte du colloque « Positionner le Québec dans l'histoire environnementale » tenu à l'Université McGill en septembre 2005. Leur connaissance approfondie du Nord (canadien et québécois) ainsi que leur esprit d'analyse m'ont permis de mieux guider ma réflexion. Suite au colloque, mes échanges soutenus avec Alan Penn à différentes étapes de la rédaction ont été une aide inestimable : cet article est donc en grande partie le résultat de sa généreuse collaboration. Toute omission ou erreur d'interprétation demeure toutefois ma seule responsabilité. Je remercie également Margaret Fireman et son équipe du « Heritage Project », en particulier Jessie House, au Département Culturel de Chisasibi pour l'accès aux sources iconographiques.

Caroline Desbiens, « Un nouveau chemin vers les rapides. Chisasibi/La Grande et les relations nord-sud au Québec », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 9, n° 1, 2006.

concevoir l'histoire environnemental du Québec dans une perspective d'échange et de continuité Nord-Sud.

A New Path to the Waterfall : Chisasibi/La Grande as an Axis of North-South Relations in Quebec

Abstract – During the 1970s, the transformation of the La Grande River into a large scale hydroelectric complex forced the Crees and the Québécois to enter into a dialogue concerning the management of this waterway and its becoming. If this relationship has been punctuated by conflicts and inequalities, it has, nevertheless, brought the partners to acknowledge each other and to express themselves about the place of the river in their respective social organisation, economic exchanges and identity. In a context where new collaborations are being sought since the signing of the Peace of the Braves agreement, this paper explores the pertinence of environmental history as a tool of intercultural harmonisation between Native and European territorialities. By identifying two key sites on the La Grande river (Uupichun and LG-2), as well as their production and transformation through time thanks to human labour, I propose to view Quebec's environmental history in a perspective of exchange and continuity between North and South.

There are two ends to a hydro line. There's the luxury end, the comfortable end. Lights, heat, cooking, there's music coming out of the other end of the line. But at our end of the line, we don't hear music. We hear massive destruction. Dynamiting of our rivers, dynamiting our cliffs, dynamiting our land, blowing up our land. Huge monstrous vehicles ravaging the land. That is what we hear at the other end of the line².

Bill NAMAGOOSE, Grand Conseil des Cris
(Eeyou Istchee)

2. • Il y a deux extrémités à une ligne électrique. Il y a l'extrémité luxueuse, confortable. Lumière, chaleur, popote, il y a de la musique qui sort de ce bout du fil. Mais de notre bout, nous n'entendons pas de musique. Nous entendons le bruit d'une destruction massive. Dynamitage de nos rivières, dynamitage de nos falaises, dynamitage de notre terre. Des véhicules énormes et monstrueux qui ravagent la terre. C'est cela que nous entendons à l'autre bout du fil [je traduis] • (Bill NAMAGOOSE, « Hydro-Quebec and the native people », discours prononcé lors de la *Conférence environnementale de la Nouvelle Angleterre*, Medford, Massachusetts, mars 1991, www.native-net.org/archive/nl/9303/0044.html (9 août 2006)).

UN NOUVEAU CHEMIN VERS LES RAPIDES

Au moment où Bill Namagoose prononçait ces mots en 1991, les Cris et les Québécois du Sud étaient engagés dans un conflit qui a retenu l'attention internationale et à travers lequel se jouait le futur de la rivière Grande Baleine, qui se déverse dans la Baie d'Hudson au nord du 55^e parallèle. Au cœur de ce conflit était le pouvoir de production de la rivière ainsi que l'interprétation sociale et culturelle de ce pouvoir selon des horizons historiques et politiques apparemment divergents : ceux des Cris et des autres peuples autochtones du Nord (Inuit et Naskapis), et ceux des Québécois du Sud, en majorité francophones³. Machine hydroélectrique au potentiel faramineux, ou milieu de vie, autoroute et réseau de production halieutique, la rivière Grande Baleine se révélait à travers ce conflit comme un objet à la fois naturel et social dont l'avenir dépendait d'un complexe jeu de pouvoir⁴.

Malgré la dure réalité du développement inégal illustrée de façon éloquente par monsieur Namagoose, l'idée qu'il existe effectivement deux extrémités à une ligne de transmission hydroélectrique souligne à quel point le Nord et le Sud sont intimement reliés au Québec, comme dans tout le reste du Canada d'ailleurs, et ce, même si la répartition des pouvoirs est elle aussi inégale. Si l'histoire des relations entre autochtones et non-autochtones dans la région de la Baie James⁵ s'étend

3. Il faut mentionner que cette majorité francophone est elle-même diversifiée et comporte aussi un élément autochtone. En effet, la ligne de partage entre Nord et Sud ou entre francophones et « autres » est beaucoup moins précise que les représentations populaires le laissent croire.

4. Contre toute attente, la perspective crie eut gain de cause et le projet de développement hydroélectrique Grande Baleine fut annulé « indéfiniment » en 1994 par Jacques Parizeau, chef du Parti Québécois et nouvellement élu comme Premier ministre de la province. Toutefois, les jeux de pouvoir entre les différents acteurs étaient à ce point complexes que l'annulation du projet Grande Baleine s'est effectivement révélée être une avantageuse porte de sortie pour le gouvernement québécois. En effet, les conditions économiques précaires et le manque d'enthousiasme des acheteurs américains potentiels pour l'électricité de Grande Baleine représentaient des obstacles considérables au projet. Dans un tel contexte, l'opposition des Cris s'est donc avérée fortuite pour l'État québécois qui, pour des raisons davantage économiques que culturelles ou politiques, était déjà en mal de mener à terme le projet.

5. Le toponyme « Baie de James » a souvent été proposé comme étant la forme correcte à employer en français pour désigner la région, notamment par le géographe Louis-Edmond Hamelin. Toutefois, « Baie James » demeure l'appellation

sur plus de trois cents ans, ces relations se sont développées à un rythme accéléré depuis le début des années 1970 grâce au projet initial de construction de barrages qui métamorphosa la rivière La Grande en un vaste complexe hydroélectrique. S'étirant d'est en ouest sur une distance de plus de 800 kilomètres, la rivière La Grande draine un bassin de 97 400 kilomètres carrés avant de se déverser dans la Baie James⁶. Comme d'autres importants cours d'eau ayant canalisé l'occupation du territoire nord-américain et influencé l'histoire de ses populations – on pense entre autres au Saint-Laurent, au Mississipi, à la Colombia –, La Grande constitue un axe de relations déterminant pour l'avenir du Québec. Voie d'accès au territoire et à ses ressources, elle oblige les Québécois du Sud à entrer en relation avec ceux du Nord, et vice-versa, avec tout l'héritage colonial qu'implique un tel rapport. Si ce rapport a été – et continue d'être – ponctué de nombreux conflits, il a toutefois mené les partenaires à se reconnaître mutuellement et à s'exprimer sur la place qu'occupe la rivière dans les liens de sociabilité, les échanges économiques et les récits identitaires de chaque peuple. La signature récente (février 2002) d'une entente « de nation à nation » entre les Cris et le gouvernement du Québec témoigne d'une telle reconnaissance⁷. Toutefois, seul l'avenir dira si cette entente inaugure véritablement, tel que ses signataires l'affirment, une « nouvelle relation » entre les parties concernées. En effet, la question reste entière : de quoi pourrait être faite, concrètement, cette nouvelle relation ?

qui s'est imposée dans l'usage populaire. Je choisis donc cette appellation afin de mieux refléter l'usage courant.

6. HYDRO-QUÉBEC, *Situation géographique – Complexe La Grande*, www.hydroquebec.com/visitez/visite_virtuelle/index.html (8 août 2006).

7. Cette entente, connue sous le nom de « Paix des braves », mettait fin à diverses poursuites judiciaires intentées, pour la plupart, en réaction aux abus des compagnies forestières dans l'exploitation de la forêt sur le territoire d'Eeyou Istchee. Par cette entente, les Cris donnaient leur accord à la construction d'une nouvelle centrale localisée sur la rivière Eastmain (projet EM 1). La Paix des braves a été présentée par les différentes parties comme la mise en application de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, signée en 1975 mais dont plusieurs articles étaient restés lettre morte. La création du Conseil Cris-Québec sur la foresterie, de groupes de travail conjoints et d'une Corporation de développement crie sont parmi les mécanismes prévus pour favoriser la co-gestion du territoire et des ressources.

L'histoire environnementale de la rivière La Grande peut apporter des éléments de réponse à cette question, ou à tout le moins ouvrir des voies de réflexion intéressantes. Dans les lignes qui suivent, je me propose d'explorer la pertinence de l'histoire environnementale comme outil d'harmonisation interculturelle entre les territorialités autochtone et eurogène dans cet espace que les uns dénomment Baie James et les autres, Eeyou Istchee (« Notre terre » ou « La terre du peuple »), selon leur point d'ancrage identitaire et géographique⁸. Dès le départ, un tel projet soulève des problèmes importants en ce qui a trait à l'arrimage du Nord et du Sud québécois – deux univers culturels qui ont souvent évolué sur des voies parallèles – dans une perspective historique qui se voudrait plus « globale » pour la société et le territoire québécois. Le Nord est un espace dont la profondeur historique se prolonge loin avant l'arrivée des Européens en Amérique ; pourtant, son intégration à une économie de marché est un fait beaucoup plus récent. L'histoire environnementale doit tenir compte de ces différences d'échelles temporelles et géographiques, tout en créant des points de rencontre entre les traditions orales et documentaires propres à chacune des cultures. Dans le but de réfléchir à ces problématiques, mon article s'élaborera autour de deux sites d'importance en ce qui concerne l'histoire environnementale, économique et sociale de la rivière La Grande : l'Aménagement Robert-Bourassa pour les Québécois du Sud et les Premiers Rapides pour les Cris. En comparant ces deux sites et la place qu'ils occupent pour chaque peuple dans leur rapport au territoire et au passé, je tenterai de mettre de l'avant une perspective interculturelle, afin d'évoluer vers une vision d'un Québec « total » en ce qui a trait à l'historiographie de cette région⁹. Mais avant de passer à cette analyse, je procéderai d'abord à une

8. Les désignations coloniales « Cris » et « Baie James » sont de plus en plus remplacées par les termes auto-référentiels « Eeyou » et « Eeyou Istchee » ; d'autres variantes, dont « Eeyou Astchee » et « Iiyuuuschii », existent aussi afin de mieux recréer la prononciation et l'alphabet syllabique. Dans ce travail, j'alternerai entre les termes afin de signaler les différentes couches historiques de la région. De même, je ferai référence à la rivière avec le toponyme double de Chisasibi/La Grande. Toutefois, afin d'alléger le texte, je n'inclurai pas les désignations anglophones.

9. Pour des détails sur cette vision, voir Louis-Edmond HAMELIN, « Le territoire du Québec, un chaînon manquant de tous les discours », *Le Devoir*, 28 novembre 2005, p. A7 ; Louis-Edmond HAMELIN, « L'entièreté du Québec : le cas du Nord », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 42, n° 115, 1998, p. 95-110.

brève mise en contexte historique et géographique de mon étude et je soulignerai la pertinence des approches et méthodes propres à l'histoire environnementale dans le Nord québécois.

La rivière La Grande. « Autoroute » crie et moteur de l'économie québécoise

This river, the great river we call « Chisasibi » (chisa : big or majestic, sibi : river) was the main concern of our people. And this river was used to travel from one hunting ground to another. This was our people's highway¹⁰.

Le 30 avril 1971, les membres du Parti libéral du Québec se réunirent au Petit Colisée de Québec pour célébrer le premier anniversaire de leur accession au pouvoir, sous la direction de Robert Bourassa. L'atmosphère était à la fête. Le Colisée semblait prêt à craquer tant les partisans libéraux étaient nombreux et, surtout, impatients d'accueillir leur chef. La levée du rideau se fit tardive, mais le premier ministre Bourassa apparut finalement sur scène à la croisée de faisceaux lumineux. Il salua ses

10. « Cette rivière, cette grande rivière que nous appelons "Chisasibi" (*chisa* : grande ou majestueuse, *sibi* : rivière) était la préoccupation principale de notre peuple. Et cette rivière servait à voyager d'un territoire de chasse à l'autre. C'était l'autoroute de notre peuple [je traduis] ». Ces propos sont tirés du *Great Whale Environmental Impact Assessment – Final report for Chisasibi Volume 1 – Article 8*, www.gcc.ca/archive/article.php?id=8 (8 août 2006), plus particulièrement du rapport final sur la consultation effectuée auprès de la communauté de Chisasibi par Douglas Nakashima et Marie Roué. Le contrat pour cette évaluation environnementale avait été octroyé par Hydro-Québec en partenariat avec le Grand Conseil des Cris. Il est important de mentionner que la consultation auprès des Cris s'est effectuée dans une période de très grande opposition à un autre projet de développement hydroélectrique, cette fois sur la rivière Grande Baleine : les témoignages portant sur la transformation de la rivière La Grande étaient donc livrés de façon à empêcher d'autres modifications du système hydrographique et doivent être compris à la lumière de ce contexte. Les propos recueillis ne furent jamais traités dans un rapport compréhensif puisque le gouvernement provincial renonça au projet. Quoique la totalité des résultats de cette enquête n'ait pas été publiée pour le grand public, certains extraits des entrevues peuvent être consultés sur le site Internet du Grand Conseil des Cris.

partisans et se dirigea aussitôt vers la salle, où il prit place au parterre, parmi les membres de sa circonscription. Sis à même son audience et plongé comme eux en pleine noirceur, le premier ministre rejoignait symboliquement la masse québécoise pour assister, sur écran géant, à l'avant-première de l'extravagant spectacle que son gouvernement proposait de mettre en scène¹¹. Il s'agissait du développement hydroélectrique de la Baie James. Les images qui déroulèrent sur l'écran firent état d'une nature grandiose, encore vierge, et dont les abondantes ressources représentaient un potentiel économique que le gouvernement libéral se ferait un devoir d'exploiter, comme le confirma Bourassa dans son discours ce soir-là : « Il ne sera pas dit que nous vivrons pauvrement sur une terre aussi riche. Nous sortirons de notre infériorité économique. Le gouvernement, qui a un grand rôle à jouer dans ce projet, l'assumera pleinement¹². »

Huit ans plus tard, le projet d'exploiter la puissance des rivières jamésiennes était devenu réalité, et la « Chisasibi » – « autoroute » des Cris qui chassaient dans ce territoire – était désormais « La Grande », moteur du développement économique de la province. Un autre grand spectacle, celui de l'inauguration de la centrale LG-2, invita alors les Québécois à se féliciter du travail accompli¹³. L'ironie du sort voulut que ce ne soit pas Robert Bourassa mais bien René Lévesque, dont le Parti Québécois avait défait les libéraux en 1976, qui abaisse la manette propulsant pour la première fois l'énergie de La Grande aux quatre coins de la province, jusque dans les foyers des Québécois. En tant que ministre des Ressources naturelles pour le gouvernement libéral, Lévesque avait été responsable, quinze ans auparavant, de l'installation de postes de sondage sans lesquels il aurait été impossible de mesurer le potentiel hydroélectrique de la rivière La Grande et des cours d'eau avoisinants ; son rôle de premier plan pendant l'inauguration avait donc été

11. Ces événements sont décrits au chapitre 4 de Roger LACASSE, *Baie James : l'extraordinaire aventure des derniers pionniers canadiens*, Paris, Presses de la Cité, 1985.

12. *Ibid.*, p. 67.

13. La centrale LG-2 fut rebaptisée « Centrale Robert-Bourassa » et la totalité des installations « Aménagement Robert-Bourassa » après la mort de l'ancien Premier Ministre en 1996.

judicieusement planifié. Avant de monter à bord de l'hélicoptère qui le mènerait à la salle des machines, Lévesque conclut son discours avec les mots suivants : « Gens du pays, nous aurons dans quelques instants la fierté de procéder à la mise en service de LG-2¹⁴. »

Entre le discours de Robert Bourassa et celui de René Lévesque, des milliers de travailleurs s'étaient déployés dans tout le bassin hydrographique de La Grande. Au terme de la première phase de développement (1973 à 1985), des barrages auront été aménagés en trois sites différents de la rivière (LG-2, LG-3, LG-4), et celle-ci aura été inondée à cinq endroits pour créer une superficie totale de quelque 10 000 kilomètres carrés de réservoirs. Son débit aura été augmenté par celui de la rivière Caniapiscou au nord-est, et des rivières Eastmain, Opinaca et Petite Opinaca au sud, dont les eaux auront été détournées pour venir alimenter le complexe, le tout pour une production installée d'environ 10 300 mégawatts¹⁵. Pendant les années 1990, une deuxième phase de développement viendra ajouter une capacité additionnelle d'environ 2 500 mégawatts grâce aux centrales LG-1, Laforge-1 et 2 et Brisay, et à un léger suréquipement de LG-2. Depuis la signature de la Paix des braves, une nouvelle centrale hydroélectrique a vu le jour sur la rivière Eastmain et, si l'impact du projet est jugé acceptable au terme du processus d'évaluation environnementale présentement en cours, la rivière Rupert pourrait être détournée vers le nord pour venir elle aussi alimenter la puissante machine d'eau qu'est le Complexe La Grande¹⁶.

14. La description de ces événements est tirée des archives de Radio-Canada, *Inauguration LG-2*, Montréal, 1979, 120 min. Le clou de cette inauguration, qui était l'activation d'un levier mettant symboliquement en marche les turbines du Complexe, ne fut toutefois jamais télédiffusé à cause d'actes de « sabotage » commis par des opposants syndicaux.

15. HYDRO-QUÉBEC, *Situation géographique – Complexe La Grande*, www.hydroquebec.com/visitez/visite_virtuelle/index.html (8 août 2006) ; James HORNIG [éd.], *Social and Environmental Impacts of the James Bay Hydroelectric Project*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999.

16. Il existe en ce moment un important mouvement d'opposition à la dérivation de la rivière Rupert qui réunit à la fois des acteurs cris et des sympathisants environnementaux. Dans un souci de permettre une plus grande diffusion de l'information et du processus d'évaluation environnementale, un Bureau de l'information publique a été créé qui regroupe les rapports scientifiques et autres textes déposés à la Commission chargée de l'évaluation (www.bip-pio.qc.ca).

Selon Alan Penn, conseiller scientifique du Grand Conseil des Cris, le Complexe La Grande est le résultat d'un concept de « développement total » de la rivière, dont l'objectif est « *the full use of the theoretically available hydraulic head*¹⁷ ». L'ampleur des changements apportés au patrimoine territorial des Cris par une transformation aussi rapide et radicale du réseau hydrographique est un phénomène que peu d'acteurs externes réussissent à saisir. S'il est possible de caractériser une telle expérience, on pourrait suggérer que « *the sense of the ecological whole that once seemed so solid and unshakeable has tended, along with all other ideas, to melt into air*¹⁸ ». À la suite de l'amorce des travaux, les Cris obtinrent une injonction contre le projet en 1973, au terme d'audiences judiciaires devant le juge Albert Malouf. Celui-ci ordonna la cessation de toute construction sur la rivière La Grande, enjoignant aux défenseurs de cesser de « violer les droits de propriété et de causer des dommages à l'environnement et aux ressources naturelles dudit territoire¹⁹ ». Les parties de la défense allèrent toutefois en appel, et cette décision favorable aux Cris fut renversée sept jours plus tard. Annulant le jugement Malouf, la Cour d'appel du Québec conclut que l'injonction interlocutoire devait être suspendue pour le bien de l'intérêt public : « C'est donc l'intérêt public et général du peuple du Québec qui s'oppose à l'intérêt d'environ deux mille de ses habitants. Nous sommes d'avis que les deux intérêts en présence ne souffrent pas la comparaison, à ce stade des procédures²⁰. » Malgré la suspension de l'injonction interlocutoire, le jugement Malouf s'avéra toutefois être une étape importante dans la relation entre les Cris et le gouvernement du Québec et devait servir de

17. « L'utilisation complète du potentiel hydraulique théoriquement disponible » (Alan PENN, propos informels, 3 octobre 2005).

18. « L'impression d'une unité écologique qui semblait auparavant indestructible tend, tout comme d'autres idées, à se dissoudre dans l'air [je traduis] » (Donald WORSTER, « *Nature and the Disorder of History* », *Environmental History Review*, vol. 18, n° 2, 1994, p. 9-10). Worster fait ici référence à la célèbre citation de Marx et Engels issue du *Manifeste du Parti Communiste* : « *All that is solid melts into air, all that is holy is profaned, and man is at last compelled to face with sober senses his real condition of life and his relations with his kind.* »

19. Juge Albert MALOUF, *La Baie James indienne. Texte intégral du jugement du juge Albert Malouf*, Montréal, Éditions du Jour, 1973, p. 199.

20. *Ibid.*, p. 205.

balise aux négociations qui menèrent à la signature, en 1975, de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ)²¹.

Comme ce rapide aperçu en fait foi, les dynamiques sociales qui ont entouré le développement hydroélectrique du Nord québécois depuis ses débuts démontrent que, même si la refonte de la nature par les forces du capitalisme est un phénomène global, l'impact direct de ce phénomène est distribué de façon inégale parmi les groupes humains²². En contexte québécois, la dialectique du développement/sous-développement entre le Nord et le Sud n'est pas seulement géographique : elle se joue également à travers l'écriture de l'histoire. Robert Bourassa le laissait d'ailleurs entendre dans l'introduction de son premier livre sur la Baie James, dans lequel il faisait la promotion du projet : « C'est toute l'histoire du Québec qu'il faut réinventer ; c'est le courage et la volonté de nos ancêtres qu'il faut répéter au vingtième siècle ; c'est notre territoire qu'il faut occuper ; c'est la Baie James qu'il faut conquérir²³ ». À peine sorti des rebondissements de la Révolution tranquille, ce « nous » auquel Bourassa faisait référence n'avait pas encore la vastitude nécessaire pour intégrer à part entière toutes les communautés culturelles qui cohabitent en territoire québécois²⁴. Ainsi, l'écriture d'un nouveau chapitre de l'histoire du Québec à même la géographie de la Chisasibi/La Grande a entraîné la suppression matérielle d'une partie de

21. En signant la Convention, les Cris se sont soustraits à la Loi sur les Indiens. L'entente prévoit, entre autres, une compensation financière pour les impacts du développement, un nouveau régime des terres, un programme de soutien financier aux trappeurs ainsi que divers outils de développement social et économique pour les neuf communautés du territoire. Voir *Convention de la Baie James et du Nord québécois et conventions supplémentaires*, Québec, Publications du Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, 1998.

22. David HARVEY, *Justice, Nature and the Geography of Difference*, Oxford, Blackwell, 1996.

23. Robert BOURASSA, *La Baie James*, Montréal, Éditions du Jour, 1973, p. 12.

24. Voir Gérard BOUCHARD, « Représentations de la population et de la société québécoise : l'apprentissage de la diversité », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 19, n° 1, 1990, p. 7-28 ; Gérard BOUCHARD, « Ouvrir le cercle de la nation. Activer la cohésion sociale », *L'Action nationale*, vol. 87, n° 4, 1997, p. 107-137 ; Gérard BOUCHARD, *La nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, VLB éditeur, 1999 ; Mikhaël ELBAZ, Andrée FORTIN et Guy LAFORÊT [éd.], *Les frontières de l'identité. Modernité et postmodernisme au Québec*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1996.

l'histoire crie puisque, pour la culture orale, le territoire lui-même est dépositaire des récits historiques²⁵. La problématique de l'arrimage de l'histoire orale et de l'histoire documentaire dans une perspective d'histoire environnementale est ici démontrée dans toute sa complexité²⁶.

Une telle dynamique s'inscrit dans la continuité des rapports coloniaux dont l'enchevêtrement complexe a donné naissance au palimpseste géohistorique qui porte aujourd'hui les noms de « Québec » et de « Canada ». Comme plusieurs chercheurs l'ont démontré, en contexte nord-américain, l'humanisation du territoire par les cultures européennes se déploie non pas à partir d'un canevas vierge, mais, en grande partie, à travers la déshumanisation des espaces autochtones²⁷. Denys Delâge fait allusion à cette dynamique lorsqu'il soutient que

25. Caroline DESBIENS, « Jardin au bout du monde. Terre, texte et production du paysage à la Baie James », *Recherches amérindiennes au Québec*, hiver 2007 (à paraître).

26. Mentionnant l'interface entre les traditions orale et écrite et les usages de la communication écrite en tant qu'outil de contrôle et de colonisation, Alan Penn remarque : « *Aboriginal languages are poorly known outside the communities of speakers ; toponymy – the description of lands and identification with people and personal histories – has an important cultural dimension, grounded in the values and practices of oral communication in a society of hunters. But this dimension is largely invisible from the outside. The Cree – of Chisasibi and other communities – have lost cultural landscapes during the last generation which are now probably beyond retrieval, landscapes which no doubt had a dense and complex but oral tapestry of names and stories. They are struggling as they identify themselves with new places and new situations. Hydro-Québec and the government of Quebec have always been conscious of the political importance of toponymy.* » (« Les langues autochtones sont peu connues en dehors des communautés qui les parlent ; la toponymie – c'est-à-dire la description du paysage et l'association des lieux avec les gens et leurs récits personnels – possède une importante dimension culturelle ancrée dans les valeurs et pratiques de la communication orale propre à une société de chasseurs. Toutefois, cette dimension est pratiquement invisible de l'extérieur. Les Cris – de Chisasibi et d'autres communautés – ont perdu des paysages culturels au cours de la dernière génération qui sont maintenant probablement impossibles à récupérer. Assurément, ces paysages formaient un tableau dense et complexe, quoique oral, de noms et de récits. C'est pourquoi ils luttent maintenant pour s'identifier à de nouveaux paysages et de nouvelles situations. Hydro-Québec et le gouvernement du Québec ont toujours été conscients de l'importance politique de la toponymie [je traduis]. » *Propos informels*, 3 octobre 2005.

27. Voir Olive Patricia DICKASON, *Les Premières Nations du Canada. Depuis les temps les plus lointains jusqu'à nos jours*, Québec, Septentrion, 1996 ;

[de] façon plus spécifique, le paradigme impérial structure notre historiographie dans son regard comme dans ce qu'il cache. Voir la découverte de l'Amérique, c'est occulter sa conquête ; voir le peuplement colonial, c'est généralement oublier son dépeuplement autochtone ; poursuivons, voir la « croissance », le « progrès », c'est demeurer muet sur le processus de « réduction », de « mise en réserve ». Cette face cachée de notre vision est à l'origine tout comme au fondement des sociétés coloniales. C'est pourquoi elle ne fait que difficilement surface²⁸.

Perçue pendant les années 1970 (et au-delà) comme une nouvelle frontière de colonisation, la Baie James a fréquemment été l'objet de ce qu'il conviendrait d'appeler une histoire « borgne ». En effet, parce qu'il correspondait à une importante phase d'affirmation culturelle et économique de la part des Québécois – eux-mêmes longtemps colonisés par le pouvoir britannique –, le développement hydroélectrique de la rivière La Grande a souvent été représenté dans l'imaginaire nationaliste comme le début de l'exploitation humaine de la région²⁹. Bien sûr, cette perspective était également mise de l'avant par Hydro-Québec, dont les intérêts dans la région étaient enchâssés dans une telle version de l'histoire. Le film présenté par le gouvernement libéral le soir de l'annonce du projet affirmait ce concept sans aucun détour, en se terminant sur les mots suivants : « Le monde commence aujourd'hui³⁰. » À travers les représentations médiatiques, les discours politiques et les échanges populaires, la

Richard Cole HARRIS, *Making Native Space : Colonialism, Resistance and Reserves in British Columbia*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2002 ; Toby MORANTZ, *The White Man's Gonna Getcha : the Colonial Challenge to the Crees of Quebec*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002 ; Jean-Jacques SIMARD, *La réduction. L'autochtone inventé et les Amérindiens d'aujourd'hui*, Québec, Septentrion, 2003 ; Georges SIOUI, *Pour une histoire amérindienne de l'Amérique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1999.

28. Denys DELÂGE, « L'histoire des Premières Nations, approches et orientations », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 53, n° 4, p. 521-522.

29. Caroline DESBIENS, « *Power from the North : the Poetics and Politics of Energy in Québec* », thèse de doctorat, Département de géographie, Université de la Colombie-Britannique, Vancouver, 2001, 312 f.

30. Roger LACASSE, *op. cit.*, p. 65-66.

Baie James est devenue le théâtre d'un récit épique où des personnages – le plus souvent masculins – se mesuraient aux forces extraordinaires du territoire, démontrant qu'ils étaient « plus grands que nature », au sens propre et au sens figuré³¹. S'ajoutant aux discours d'opposition cris³², des perspectives plus critiques³³ de même que de nombreux travaux d'anthropologues et d'autres chercheurs en sciences humaines sont venus complexifier cette vision simplifiée du territoire, notamment grâce à des études détaillées des régimes d'exploitation et de gérance des ressources propres aux Cris et, pour la traite des fourrures, en partenariat avec la société européenne³⁴. Essentiellement, de telles études s'affairaient à rallonger l'horizon historique en ce qui a trait à

31. Robert BOURASSA, *op. cit.* ; Robert BOURASSA, *Deux fois la Baie James*, Ottawa, Éditions La Presse, 1981 ; Robert BOURASSA, *L'Énergie du Nord, la force du Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 1985 ; Roger LACASSE, *Baie James : une époque*, Montréal, Libre Expression, 1983 ; Roger LACASSE, *Baie James : l'extraordinaire aventure des derniers pionniers canadiens*, *op. cit.* ; *Forces*, n° 48, « Spécial Baie-James », 1979 ; *Forces*, n° 97, « Vingt ans de connaissance du territoire de la Baie James », 1992.

32. GRAND COUNCIL OF THE CREES (EYYOU ASTCHEE), *Never Without Consent : James Bay Crees Stand Against Forcible Inclusion into an Independent Quebec*, Toronto, ECW Press, 1998.

33. Boyce RICHARDSON, *Strangers Devour the Land*, Toronto, Macmillan Canada, 1975 ; Sean MCCUTCHEON, *Electric Rivers : the Story of the James Bay Project*, Montréal/New York, Black Rose, 1991.

34. Voir, entre autres, Harvey FEIT, « The Ethno-Ecology of the Waswanipi Cree : Or How Hunters Can Manage their Resources », Bruce COX [éd.], *Cultural Ecology : Readings on the Canadian Indians and Eskimos*, Toronto, McClelland and Steward, 1973, p. 115-125 ; Daniel FRANCIS et Toby MORANTZ, *Partners in Furs : A History of the Fur Trade in Eastern James Bay 1600-1870*, Kingston/Montréal, McGill-Queen's University Press, 1983 ; Toby MORANTZ, *An Ethnohistoric Study of Eastern James Bay Cree Social Organization, 1700-1850*, Ottawa, Service canadien d'ethnologie, papier n° 88, Musées nationaux du Canada, 1983 ; Jean-Jacques SIMARD, *Tendances nordiques – Les changements sociaux 1970-1990 chez les Cris et les Inuit du Québec : une étude statistique exploratoire*, Québec, Université Laval/Hydro-Québec, 1996 ; Adrian TANNER, *Bringing Home Animals : Religious Ideology and Mode of Production of the Mistassini Cree Hunters*, Londres, C. Hurst & Co., 1979 ; Colin SCOTT et Harvey FEIT, *Income Security for Cree Hunters : Ecological, Social and Economic Effects*, Montréal, Programme en anthropologie du développement, Département d'anthropologie, Université McGill, 1992 ; Sylvie VINCENT et Garry BOWERS [éd.], *Baie James et Nord québécois, dix ans après/Actes du Forum sur la Convention de la baie James et du Nord québécois*, Montréal, Recherches amérindiennes au Québec, 1988.

l'exploitation des ressources jamésiennes, afin de replacer le développement hydroélectrique dans la continuité sociale, culturelle et économique des Cris du nord de la région, dont l'organisation sociale était tissée à même la morphologie de la Chisasibi. Pour employer l'expression de Richard White, la rivière La Grande était une « machine organique »³⁵ bien avant son remodelage à grande échelle pour les besoins industriels du Sud – remodelage dont la profondeur historique reste mince malgré son ampleur effarante.

Par son approche critique, l'histoire environnementale se situe dans la visée de telles études. Elle peut ouvrir des avenues encore sous-explorées quant à l'analyse des liens entre autochtones et non-autochtones dans le Nord du Québec, et ceci, par rapport à au moins deux aspects déterminants. Premièrement, elle permet de mieux saisir, dans une perspective comparative, les modes de production de chaque société tels que définis par la morphologie, les ressources et le potentiel de la rivière. Comme Richard White le soutient, « *it is our work that ultimately links us, for better or worse, to nature* »³⁶. Les Cris ont mêlé leur énergie à celle de la rivière par leurs nombreuses activités de production. En revanche, des travailleurs du Sud sont « montés dans le Nord » à la recherche d'un gagne-pain à partir des centres urbains³⁷. Même si les deux groupes ont travaillé la rivière dans des contextes sociaux et culturels radicalement différents et selon des rapports de pouvoir nettement inégaux, La Chisasibi/La Grande continue de s'imposer comme une nature active qui agit sur les rapports sociaux entre ceux qui

35. Richard WHITE, *The Organic Machine : The Remaking of the Columbia River*, New York, Hill and Wang, 1995.

36. « En fin de compte, c'est notre travail qui nous lie, pour le meilleur ou pour le pire, à la nature [je traduis]. » *Ibid.*, p. X.

37. J'utiliserai surtout le masculin « travailleurs » puisque la main-d'œuvre sur la rivière La Grande était en grande majorité composée d'hommes. L'écart initial de 40 femmes pour 5 000 hommes diminua au fil des années, mais les effectifs féminins ne dépassèrent jamais 6 % pendant la première phase des travaux. Les femmes étaient surtout employées dans des secteurs traditionnels : secrétaires, infirmières, cuisinières et préposées au nettoyage. J'ai traité ailleurs de la division sexuée des tâches et de l'espace dans les camps de construction de LG-2 (Caroline DESBIENS, « Women With No Femininity : Gender, Race and Nation-Building in the James Bay Project », *Political Geography*, vol. 23, n° 3, 2004, p. 347-366).

l'exploitent par leur labeur. Comparer dans une perspective de longue durée pour mieux comprendre le travail des uns et des autres en lien avec cette nature, c'est déjà établir un point de dialogue entre les cultures.

Deuxièmement, si le travail de la rivière et *sur* la rivière a façonné des sites d'importance pour chaque peuple, la coexistence du patrimoine culturel cri et des nouveaux paysages reliés au développement hydro-électrique demeure le plus grand problème quant au développement de la région. L'effacement de l'histoire cri par la transformation physique du paysage devient total lorsque la mémoire orale perd ses repères géographiques. L'histoire environnementale constitue toutefois un moyen d'archiver ces repères et, surtout, de leur assurer une certaine continuité, même dans un paysage à jamais transformé. La construction du Complexe La Grande s'est faite non pas à partir d'un cours d'eau vierge mais, au contraire, à partir d'une rivière hautement socialisée par des générations de chasseurs et de pêcheurs dont les activités s'organisaient autour de sites stratégiques fréquentés à différentes périodes de l'année. L'un de ces sites est celui des Premiers Rapides, situé à environ 30 kilomètres à l'est de l'embouchure de La Grande et maintenant disparu à la suite de la création de la centrale LG-1, 25 ans après le début des travaux de la première phase. Dans la prochaine section, je propose d'explorer la création de l'Aménagement Robert-Bourassa afin de mettre ce site en relation avec la disparition des Premiers Rapides. De la même façon que l'histoire canadienne qui n'acquiert tout son sens qu'à travers une connaissance approfondie de la dynamique production/destruction liant le territoire colonial au territoire autochtone, l'historiographie qui entoure la construction du Complexe La Grande doit redonner sa place à la destruction des Premiers Rapides, laquelle est partie intégrante de la production du complexe.

LG-2. Bâtisseurs d'eau et de nation

Sur le site des Premiers Rapides se trouve désormais LG-1, qui a été mise en service en 1994-1995. Centrale au fil de l'eau, LG-1 s'étire presque paisiblement en travers de la rivière, là où les anciens rapides

faisaient se précipiter le courant. Elle possède une puissance installée de 1 436 mégawatts, sa hauteur de chute est de 27,5 mètres, et la superficie de son réservoir est d'environ 70 kilomètres carrés³⁸. Les dimensions de la centrale semblent étrangement modestes lorsqu'on les compare aux répercussions sociales et culturelles de la transformation de la rivière à cet endroit. Toutefois, LG-1 – comme les autres centrales étalées sur La Grande ou sur les rivières détournées pour ajouter à son débit – orbite autour de ce qui est devenu le cœur de ce vaste système hydro-électrique, soit l'Aménagement Robert-Bourassa, dont la mise en service à partir de LG-2 date de 1979. Si le paysage des Premiers Rapides est aujourd'hui enseveli sous la structure de LG-1, cette disparition est étroitement liée à la création de LG-2, fleuron du développement hydro-électrique de La Grande et symbole du « génie » québécois.

FIGURE 1
L'AMÉNAGEMENT ROBERT-BOURASSA
(BARRAGE, ÉVACUATEUR DE CRUES ET RÉSERVOIR)
(Source : collection personnelle de l'auteur, 2005)

LG-2 (figure 1) détient presque quatre fois la puissance installée de LG-1, sa chute est cinq fois plus haute, et son réservoir, quarante fois plus grand³⁹. Elle fait partie de l'Aménagement Robert-Bourassa, qui comporte aussi un barrage de près de trois kilomètres, un évacuateur de crues (communément nommé « l'escalier de géant »), dont chacune des dix marches fait dix mètres de hauteur, et une salle des machines

38. HYDRO-QUÉBEC, *La Centrale La Grande-1*, www.hydroquebec.com/visitez/baie-james/grande-1.html (9 août 2006).

39. HYDRO-QUÉBEC, *L'Aménagement Robert-Bourassa*, www.hydroquebec.com/visitez/baie-james/bourassa.html (10 août 2006).

souterraine (« la cathédrale »), dont la hauteur équivalait à quinze étages⁴⁰. L'envergure des travaux de construction a donné lieu à une importante couverture médiatique où le travail des hommes et des femmes venus pour œuvrer à la Baie James – près de 100 000 personnes au total pendant la première phase de construction – dépassait leur contribution individuelle pour faire figure de récit épique national. Bourassa indiquait bien le ton de ce récit lorsqu'il compara les travailleurs aux « premiers défricheurs du pays », lors d'une visite au chantier de LG-2 en 1973 :

Les Québécois n'ont jamais été aussi proches les uns des autres, aussi typiques, dirais-je, de leur vitalité historique qui les a fait s'accrocher à leur terre, à leur sol avec une détermination et une obstination exemplaires⁴¹.

Avec la montée du mouvement nationaliste – on se souvient que René Lévesque a été élu en 1976 et que le premier référendum s'est tenu en 1980 –, l'opposition au projet, de la part des Cris, mais aussi de la part de plusieurs segments de la population québécoise, renforçait l'idée que, en contribuant à la « conquête » du territoire, les travailleurs des barrages œuvraient également à fortifier la nation. Le ministre québécois de l'Énergie abondait dans ce sens lorsqu'il remarquait :

Pour un peuple qui s'était fait dire qu'il était porteur d'eau, je trouve que les Québécois la portent, cette eau, de façon spectaculaire, avec tous les réservoirs qu'ils créent et l'énergie qu'ils en tirent. Je célèbre donc le « génie » (au sens large) des Québécois dans cet exploit remarquable⁴².

La représentation idéalisée des ouvriers en tant que personnages héroïques œuvrant pour la nation était fréquemment détachée des réalités matérielles qui les poussaient à venir travailler dans ce qui était,

40. HYDRO-QUÉBEC, *Situation géographique – Complexe La Grande*, www.hydroquebec.com/visitez/visite_virtuelle/index.html (8 août 2006).

41. Robert BOURASSA, *La Baie James*, *op. cit.*, p. 131.

42. Guy JORON, « Une priorité : le respect de nos ressources énergétiques », *Forces*, n° 48, *op. cit.*, p. 19.

pour la grande majorité d'entre eux, une région éloignée. Au-delà des volontés politiques personnelles et collectives, le taux de chômage élevé dans les différents domaines de la construction de même que les salaires attirants – surtout à cause des longues heures de travail et de la possibilité d'économiser sur les dépenses quotidiennes – constituaient souvent la motivation première des travailleurs. Néanmoins, leur passage à la Baie James entraînait pour plusieurs des sacrifices bien réels. Le séjour au campement de LG-2, situé à 1 400 kilomètres de Montréal, représentait pour beaucoup d'entre eux un véritable exil. Cet éloignement était exacerbé par le fait que le chantier ne disposait pas de logements familiaux pour les travailleurs réguliers : en effet, seuls les cadres pouvaient bénéficier de tels logements. À cause de l'échéancier serré et, de façon générale, des pressions exercées sur le projet par l'opinion publique, la vie de chantier était régie de façon stricte, et la mobilité des travailleurs s'en trouvait restreinte. Ceux-ci étaient munis de cartes d'identité délivrées par des centres de vérification du territoire et étaient soumis à des contrôles d'identité fréquents ; les véhicules personnels (autos, motocyclettes ou motoneiges) étaient proscrits, et les visites de personnes de sexe opposé dans les dortoirs, défendues⁴³. Pour certains, la somme de ces restrictions – renforcée par l'organisation spatiale des lieux – rendait le chantier semblable à un camp militaire. Si les arpenteurs, géologues et autres ouvriers qui avaient connu les premiers camps d'exploration avaient pu parcourir le territoire librement, soi-disant à la façon de leurs « lointains ancêtres, trafiquants de fourrures, coureurs des bois, mâtinés de sang indien⁴⁴ », les salariés du chantier LG-2 devaient opérer sous l'égide de leur employeur ; leurs mouvements étaient donc restreints à une petite parcelle du territoire. Selon les propos d'un travailleur, recueillis par Roger Lacasse,

43. HYDRO-QUÉBEC, « Règlements de chantier », Montréal, Centre d'archives d'Hydro-Québec (Code F5/505-000/7), s.d. Il est important de mentionner que les mesures de sécurité sur les chantiers ont été resserrées à la suite du saccage du chantier de LG-2 en 1974, lié à un conflit entre les centrales syndicales (CSN et FTQ) qui se partageaient l'allégeance des travailleurs. Des roulottes furent endommagées, et des génératrices, mises hors service pendant cet événement qui a entraîné la fermeture du chantier durant plus d'un mois (Clarence HOGUE, André BOLDUC et Daniel LAROCHE, *Québec : un siècle d'électricité*, Montréal, Libre Expression, 1979, p. 353-386).

44. André BASTIEN, « Profession : pionnier... », *Forces*, n° 48, *op. cit.*, p. 60.

[le] plus difficile, c'est de dépendre constamment de l'employeur et de constater son omniprésence. L'employé, travailleur ou cadre, tout ce qu'il a, il le doit à l'employeur. C'est la voiture de l'employeur, la roulotte de l'employeur, il est tout le temps présent. L'employé doit constamment fonctionner selon les règles de l'employeur, il ne peut pas se retrouver chez lui avec ses propres règles... Tu vis dans un cercle fermé et tu es toujours dans les règles et même sous la surveillance de l'employeur. Tu es totalement dépendant⁴⁵.

Cette discipline du chantier était le tissu même d'un nouveau type de gouvernance dans le territoire, qui avait pour but ultime de canaliser les énergies de milliers d'hommes et de femmes afin d'amener la rivière à répondre aux besoins énergétiques d'une économie industrielle en expansion. La profonde métamorphose du réseau hydrographique de La Grande s'est effectuée au fil de longues journées de labeur, dix à douze heures en moyenne, menées par des gens dont la seule attache au pays originellement exploité par les Cris passait par le camp temporaire où ils étaient logés. Un reportage paru dans *The Gazette* donne un aperçu de ce qu'était le début d'une journée typique dans les camps de construction au plus fort des travaux :

In this vast triangle of land, twice the size of England, 20 000 souls will be in various forms of awakeness. Some will be labouring 400 feet underground in the LG-2 machine room, installing the giant turbines in the perpetual twilight of a rock chamber half a mile long and 150 feet high. Others will be hauling rubble in the 110-ton dump trucks onto the artificially-lit La Grande dams. The weight of their mammoth vehicles makes the 200-foot deep moraine core of the dams quiver like jelly. Others will be struggling into consciousness to get breakfast down before their 10-hour shift starts at 7:30. On the La Grande project, there is no such thing as night

45. Roger LACASSE, *Baie James : l'extraordinaire aventure des derniers pionniers canadiens*, op. cit., p. 270.

*and day. There are only shifts. The work must continue*⁴⁶.

Comme d'autres grands travaux de l'histoire québécoise, l'intégration et l'orchestration d'un aussi grand nombre de trajectoires individuelles dans un projet collectif était un symbole éloquent de vitalité et de solidarité nationale. La rivière La Grande dépassait l'échelle humaine, et, pourtant, les travailleurs de la Baie James réussissaient à se mesurer à elle. Le spectacle de cette transformation démesurée était donc un terrain idéal de nationalisation des Québécois (francophones) par le biais de l'exploitation énergétique des rivières jamésiennes. Les discours populaires évoquaient les barrages de la Baie James comme autant de « châteaux d'eau⁴⁷ » et ceux qui les façonnaient comme des « pionniers⁴⁸ », des « bâtisseurs d'eau⁴⁹ ». Faisant écho à d'autres récits de colonisation qui présentent la relation entre les humains et la nature comme un combat dominant/dominé, ces discours contribuaient en quelque sorte à « naturaliser » la nation québécoise : à travers une telle symbolique, l'essence du peuple apparaît comme le résultat direct de son interaction avec le territoire. Ainsi, les discours pionniers, dont ceux émergeant de la construction des barrages, ont pour fonction d'entériner une autochtonie québécoise en Amérique. Cette sanction est d'autant plus importante au

46. « Dans ce vaste triangle deux fois grand comme l'Angleterre, 20 000 âmes seront plus ou moins éveillées. Certaines personnes travailleront 400 pieds sous terre dans la salle des machines de LG-2, installant les turbines géantes dans le crépuscule perpétuel d'une caverne rocheuse longue d'un demi-mille et haute de 150 pieds. Sous des lumières artificielles, d'autres vont charrier des débris jusqu'aux barrages de La Grande dans des tombereaux de 110 tonnes. Sous le poids de leurs véhicules colossaux, le noyau morainique des barrages, profond de 200 mètres, tremble comme de la gélatine. D'autres tenteront de se défaire des bras de Morphée afin d'engloutir leur déjeuner avant le début de leur quart de travail de dix heures, qui commence à 7 h 30. Sur le chantier de La Grande, il n'y a ni jour ni nuit. Il n'y a que des quarts de travail. Rien n'arrête le boulot [je traduis]. » Citation tirée de Ian ANDERSON, « Rain, Work, Food and More Rain is James Bay Mosaic », *The Gazette*, 7 novembre 1978.

47. Jean SARRAZIN, « Cette grande lumière du Nord québécois », *Forces*, n° 48, *op. cit.*, p. 2.

48. André BASTIEN, « Profession : pionnier... », *op. cit.*, p. 58.

49. SOCIÉTÉ DES SITES HISTORIQUES DE RADISSON, *Parc Robert-A.-Boyd : Concept d'interprétation*, Radisson, Communications jamésiennes, 1999.

nord de la vallée du Saint-Laurent, où la population francophone ne s'était pas implantée de façon systématique.

Au cours de son histoire, Hydro-Québec s'est avéré un conduit important pour de tels discours, notamment par le truchement d'une campagne publicitaire menée en 1973 et basée sur le slogan « On est Hydro-Québécois ». Par ce slogan, Hydro-Québec « conjugait dans une identité nouvelle hydro-électricité et québécoitude⁵⁰ ». Cette idée allait être reprise plusieurs années plus tard avec le slogan « L'électricité est dans notre nature⁵¹ ». À la pointe des travaux de La Grande, le travailleur de la Baie James était l'archétype même de ce qu'on pourrait appeler une « québécoitude hydroélectrique ». Artisan de cette nature électrique, il alliait sa puissance physique à celle de la rivière pour se faire producteur d'énergie à l'échelle nationale. La compagnie Esso adoptait d'ailleurs cette idée pour commémorer la première phase de construction : « La Baie James : de l'énergie pour les Québécois, grâce à l'énergie de Québécois⁵². » Malgré tout, le camp de LG-2 est aujourd'hui disparu⁵³. Le travail de ceux et celles qui ont remodelé la rivière est néanmoins « monumentalisé » à la fois dans les installations hydroélectriques, dans l'imagination populaire et dans l'historiographie de la Baie James.

Mais qu'en est-il du travail des Cris sur ce même cours d'eau qui, dans leur langue, était dénommé « Chisasibi » ? Ce travail a mené à la création de paysages et de toponymes, mais le Complexe Robert-Bourassa n'en porte qu'une infime trace sur une plaque où, à l'initiative des Cris, le visiteur peut lire ces mots :

50. Dominique PERRON, « "On est Hydro-Québécois." Consommateur, producteur ou citoyen ? Analyse de la nationalisation symbolique d'Hydro-Québec », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 6, n° 2, 2003, p. 73-97.

51. HYDRO-QUÉBEC, « L'électricité est dans notre nature » (page publicitaire), *L'Actualité*, vol. 26, n° 14, 2001, p. 109.

52. *Forces*, n° 48, *op. cit.*, p. 111.

53. Un site touristique, le Parc Robert-A.-Boyd, du nom du président d'Hydro-Québec de l'époque, rend toutefois hommage aux travailleurs. Il s'agit de la récréation d'un camp d'exploration sur les bords de la rivière Utahuanis. Le site commémore à la fois ceux qui ont fait la prospection des rivières et les travailleurs qui ont construit les barrages (SOCIÉTÉ DES SITES HISTORIQUES DE RADISSON, *op. cit.*).

Ce monument perpétue la mémoire de nos ancêtres. Pendant des siècles, les Cris ont tiré leur subsistance de cette terre maintenant submergée par le réservoir du Complexe La Grande. Beaucoup d'entre eux dorment sous ces eaux. « Je sais moi que mon défenseur est vivant, que lui le dernier se lèvera sur la terre⁵⁴. »

Uupichun. L'énergie de la rivière et le travail des Cris

Then the work began there, the work they wanted to do. This place where the fish were caught is now gone forever. It is lost. I wonder where the fish went when their habitat was destroyed. People used to eat from this area. I think about this all the time. The river now looks very pitiful. I think about the people who are no longer alive, those who used to fish there⁵⁵.

Traditionnellement, les Eeyou de l'Est de la Baie James se divisaient en deux groupes : les familles fréquentant la côte et celles qui voyageaient à l'intérieur des terres pour exploiter les territoires de chasse. Les échanges, toutefois, étaient fréquents puisque les familles de l'intérieur rejoignaient en général les groupes côtiers au cours de la saison estivale pour séjourner pendant quelques semaines près de la baie. Ces rassemblements étaient l'occasion de renouer avec parents et amis, d'échanger nouvelles et fruits de la chasse, et de planifier les prochaines

54. Ce monument est d'autant plus significatif pour les Cris qu'Hydro-Québec ne chercha pas à localiser les sites funéraires et autres lieux d'intérêt culturel avant la création du réservoir, qui recouvre un territoire de 3 000 kilomètres carrés. En effet, aucun effort ne fut déployé pendant la construction du Complexe La Grande pour documenter les paysages culturels appelés à être enfouis sous les eaux des réservoirs. L'utilisation d'images satellites facilitant le travail, ces manquements ont été en partie évités dans le cas du récent projet Eastmain-1.

55. « Ensuite le travail a commencé ici, le travail qu'ils voulaient faire. Cet endroit où l'on pêchait du poisson est maintenant parti pour toujours. Il est perdu. Je me demande où les poissons sont allés lorsque leur habitat a été détruit. Les gens avaient l'habitude de se procurer de la nourriture en cet endroit. Je pense tout le temps à cela. La rivière a maintenant l'air vraiment pitoyable. Je pense aux gens qui ne sont plus parmi nous, ceux qui pêchaient ici [je traduis]. » Citation tirée du *Great Whale Environmental Assessment*, *op. cit.*

migrations saisonnières. Afin de s'insérer dans les réseaux d'échange établis par les trappeurs, la Compagnie de la Baie d'Hudson (CBH) installa plusieurs postes de traite sur ces sites clés, dont une île d'environ quatre kilomètres de long sur un kilomètre de large située non loin de l'estuaire de la Chisasibi et maintenant connue sous le nom de Fort George. Le premier poste de traite de la CBH fut bâti en face de la communauté sur la rive nord et maintint ses opérations de 1803 à 1824, avant que la compagnie ne revienne s'installer sur l'île elle-même en 1937⁵⁶. Deux missions, catholique et anglicane, une école et des services médicaux vinrent s'ajouter au village grandissant. Au moment où commencèrent les travaux de développement hydroélectrique sur La Grande au début des années 1970, Fort George abritait plus de 1 500 âmes.

De par leur situation géographique en aval des centrales hydroélectriques projetées, les Cris de Fort George devaient subir l'impact le plus direct de la transformation du cours d'eau. La CBJNQ prévoyait donc plusieurs engagements de la part de la Société d'énergie de la Baie James (SÉBJ) afin de contrer les effets de l'augmentation du débit d'eau entraîné par la dérivation des rivières Eastmain, Opinaca et Caniapiscau vers La Grande. Parmi ces engagements, la construction d'un pont devait garantir l'accès au village puisque, désormais, les résidents ne pourraient plus dépendre des mêmes régimes d'englacement et de fonte de la rivière pour passer d'une rive à l'autre. Toutefois, la construction du pont était sujette au financement du gouvernement fédéral et à l'obtention, par les Cris, des approbations environnementales nécessaires. La SÉBJ s'engageait également à bâtir les installations requises pour alimenter la communauté en eau et en électricité, de même qu'à participer à la création d'un centre communautaire⁵⁷.

S'ils étaient soucieux de protéger leur île, les résidents de Fort George tenaient encore plus à préserver un site de pêche qu'ils utilisaient régulièrement. Situé au kilomètre 23 de la rivière, les Premiers Rapides (« Uupichun » pour les Cris) étaient facilement accessibles en

56. Norman FIREMAN, « Archaeologist Searches for Big River House », *The Nation*, 17 septembre 2004.

57. *Convention de la Baie James*, *op. cit.*, p. 132-138.

canot à partir de Fort George. Lieu de fraie du corégone (*whitefish*), Uupichun était un site de pêche extrêmement productif et servait donc aussi de point de campement et de transformation du poisson. Durant les discussions qui menèrent à la signature de la CBJNQ, les négociateurs cris firent état des répercussions sociales et écologiques que pourrait entraîner la disparition d'un tel patrimoine. La SÉBJ accepta donc de modifier son projet : alors que les plans initiaux prévoyaient la construction du barrage LG-1 là où se trouvait Uupichun, la Convention stipule que le barrage devra plutôt être situé au kilomètre 44, de manière à préserver les rapides.

Selon les archives iconographiques, l'histoire orale et les descriptions de ceux et celles qui se rappellent encore ce paysage, en plus d'être une frayère, les Premiers Rapides bénéficiaient d'une configuration unique qui expliquait leur productivité en matière de ressources halieutiques et leur portée stratégique pour le cycle annuel de chasse. Le long d'une dénivellation importante mais graduelle, les berges de la rivière étaient bordées de plateformes rocheuses basses qui s'avançaient dans les rapides. La superposition des couches rocheuses permettait un accès aisé à la récolte de poissons puisque l'étendue de roches était assez vaste pour étaler les filets. Pendant que les pêcheurs sortaient les poissons, d'autres membres de la communauté s'affairaient à les nettoyer et à les découper en bandes minces pour les déposer sur des séchoirs. Le poisson séché était également réduit en poudre pour la fabrication de « pemmican », une pâte faite de poisson mêlé à de la graisse animale. Si la rivière était extrêmement productive, ses pourtours l'étaient tout autant : en effet, les bleuets étaient ramassés dans les buissons environnants et séchés à leur tour. Parce que les activités de pêche, de cueillette et de transformation de la nourriture s'étaient sur plusieurs jours, les familles avaient l'habitude de camper sur le site : elles avaient ainsi le temps de préparer des provisions pour l'hiver et de faire une récolte suffisante pour être partagée avec d'autres membres de la communauté. En raison de sa proximité avec l'île de Fort George, Uupichun était grandement fréquenté par les familles côtières. Toutefois, les familles de l'intérieur – même celles qui voyageaient loin dans les terres jusqu'à la source de la rivière – en tiraient également profit. Selon un témoignage cri, « *[people] used to get food to bring along when they went inland right*

*here at the first dam (LG-1). Sometimes they had enough food to bring all the way to Caniapiscau*⁵⁸.

Pour les Eeyou, la puissance de la Chisasibi en cet endroit résidait dans sa capacité de fournir du poisson en grande quantité, mais aussi dans sa géographie, qui assurait des conditions de pêche relativement aisées. À Uupichun, on pourrait dire que la rivière semblait inviter les Cris à venir cueillir ses fruits, un peu à la façon dont les animaux acceptent de se donner au chasseur⁵⁹. De plus, la générosité du cours d'eau en cet emplacement se prolongeait dans la fertilité des bois environnants, ceux-ci fournissant les matériaux nécessaires à la confection des séchoirs ainsi que les baies, qui, comme le poisson, sont une nourriture de base pour la communauté. Une nature si favorablement disposée au travail humain'était forcément enveloppée de magie pour ceux et celles qui la fréquentaient : « *The flowers used to smell so good and the willows, too. These smelled so good as they began to grow*⁶⁰. » Comme d'autres sites où des liens étroits se tissent entre humains et nature, Uupichun, à cause de ses rapides, était empreint d'une certaine portée mystique :

*The rapids always made noise as they flowed, wherever they were. I heard that the sound of rapids told people about certain things... [Elders] could predict the future from the sound of rapids... I heard them say that they learned of things this way*⁶¹.

58. « Les gens faisaient le plein de nourriture pour le voyage ici même au premier barrage (LG-1) lorsqu'ils se préparaient à retourner vers l'intérieur des terres. Parfois, ils pouvaient se procurer assez de nourriture pour se rendre jusqu'à Caniapiscau [je traduis]. » Citation tirée du *Great Whale Environmental Assessment*, op. cit.

59. Richard PRESTON, « Toward a General Statement on the Eastern Cree Structure of Knowledge », William COWAN [éd.], *Papers of the Thirteenth Algonquian Conference*, Ottawa, Carleton University, 1982, p. 299-306.

60. « Les fleurs sentaient si bon, et les saules aussi. Ils sentaient si bon lorsqu'ils commençaient à pousser [je traduis]. » Citation tirée du *Great Whale Environmental Assessment*, op. cit.

61. « Les rapides faisaient toujours du bruit en coulant, peu importe où ils étaient. J'ai entendu dire que le son des rapides informait les gens à propos de certaines choses... [Les aînés] pouvaient prédire le futur en écoutant le son des rapides... Je les ai entendus dire qu'il apprenaient des choses de cette façon [je traduis]. » *Ibid.*

Cet aspect mystique était en partie relié à la qualité de l'eau des rapides, qui était perçue comme étant plus vivifiante que l'eau des lacs à cause de son mouvement perpétuel. De même, l'importance de la pêche – qui venait souvent combler les baisses de production dans le régime de chasse – contribuait à augmenter le sentiment de respect et de reconnaissance envers un paysage aussi prolifique.

FIGURE 2
UUPICHUN

(Source : Ruth Cox, s.d. (avec la permission du « Heritage Project », Chisasibi Cultural Department))

Dans une perspective plus fonctionnaliste, les caractéristiques – dénivellation, rapidité du courant, qualité de la roche, etc. – qui faisaient de Uupichun un lieu stratégique pour l'économie crie le rendaient tout aussi désirable pour les ingénieurs de la SÉBJ, qui, pendant la première phase de développement, s'affairaient à tirer le maximum d'énergie de la Chisasibi. Quoique le problème de l'emplacement de LG-1 ait été réglé – du moins théoriquement – en 1975 avec la CBJNQ, la question refit surface quelques mois après la mise en application de la Convention. Les opinions sont extrêmement divergentes quant au processus de décision ayant conduit les différentes parties à revenir sur les arrangements négociés pour protéger l'île du danger d'érosion causé par l'augmentation du débit de la rivière. Le refus du gouvernement canadien de

UN NOUVEAU CHEMIN VERS LES RAPIDES

financer la construction d'un pont reliant l'île à la terre ferme ainsi que le rejet de ce projet sur les bases d'une évaluation environnementale négative intensifièrent la pression, déjà grande, exercée sur la communauté de Fort George par les gouvernements fédéral et provincial d'opter pour la relocalisation. Comme pour les nombreux traités et ententes ayant ponctué l'histoire coloniale, il est important de souligner à quel point le climat des négociations peut jouer sur la teneur des engagements pris. Il est certain que les différents acteurs gouvernementaux, dont Hydro-Québec, ont exercé de fortes pressions afin que la communauté adopte leur propre objectif, qui était celui de la relocalisation. Ce contexte est visible dans un rapport du Secrétariat des activités gouvernementales en milieu amérindien et inuit (SAGMAI), qui fait état de ce changement de cap :

Des études sur modèle réduit ont montré que même si la régularisation des eaux diminuait l'ampleur des inondations à Fort George au printemps, il subsistait des risques d'inondation comme dans les conditions naturelles. Considérant l'ampleur des travaux à réaliser, les difficultés de liaison et l'agencement peu satisfaisant de leur village, les Cris de Fort George ont jugé qu'il y avait une opportunité de se doter d'un village plus adéquat prenant avantage des facteurs économiques et sociologiques favorables. Ils ont donc demandé d'être relocalisés sur la terre ferme.

De son côté, la SÉBJ a pris avantage de cette demande volontaire des Cris pour rouvrir le dossier de la centrale de LG-1, qui avait été déplacée du mille 23 au mille 44 pour des raisons plutôt sociologiques lors des négociations, et à [sic] obtenir le consentement des Cris pour construire au mille 23.

C'est donc avec un esprit de collaboration et dans le meilleur intérêt de la collectivité que la SÉBJ a entrepris les discussions qui ont abouti à la Convention de Chisasibi⁶².

62. SAGMAI/CONSEIL EXÉCUTIF, « Note de service du 30 octobre dernier, envoyée à Monsieur Éric Gourdeau par Monsieur Paul Tourigny », Archives nationales – Centre d'archives de Québec (code 2917-21-06-G).

La perspective du SAGMAI néglige le fait que la SÉBJ avait tout intérêt à ne pas explorer à fond les mesures de protection contre l'érosion, limitant ainsi les options qui s'offraient aux résidants du village. Devant cette situation extrêmement contraignante, la décision de relocaliser le village de Fort George sur la terre ferme fut votée par le Conseil de bande en 1977, et la Convention de Chisasibi – détaillant les conditions et responsabilités du projet de création du nouveau village – fut signée par les parties concernées le 14 avril 1978. Deux options furent envisagées quant à l'administration du dossier : soit la communauté gérait elle-même le projet et assumait la responsabilité qui découle d'un budget fixe, soit la SÉBJ était mandatée pour réaliser les travaux en prenant le risque que les coûts prévus soient dépassés. Les Cris optèrent pour la première solution, et la Société de relogement de Fort George fut créée afin de coordonner le déménagement de même que la création du nouveau village, désormais éponyme de la rivière : Chisasibi.

Il est difficile de bien évaluer les impacts de la transition de Fort George à Chisasibi. Chaque individu selon son âge, ses liens familiaux et ses besoins en matière d'éducation, de soins médicaux ou d'accès au territoire détient sa propre histoire du déménagement et son propre point de vue sur les répercussions sur la communauté. Mais surtout, cette histoire appartient aux gens de Chisasibi, qui sont les seuls à pouvoir débattre du contexte de cette décision puisqu'ils l'ont vécue de l'intérieur et continuent de composer avec ses répercussions. La construction du nouveau village a permis des avancées importantes sur le plan de l'éducation, du logement, de l'accès à l'emploi et du développement général des institutions de gouvernance crie. Si la création de Chisasibi représente sur certains points un changement positif, en revanche, la perte d'un site de pêche stratégique – jumelée à une augmentation du niveau de mercure, qui est liée à la création des réservoirs et rend les poissons impropres à la consommation – a entraîné de nombreux problèmes de santé chez les Cris⁶³. Les négociations qui ont mené à la relocalisation

63. Le problème du mercure est une question complexe qu'il m'est impossible de traiter de façon adéquate dans le cadre de cet article. Les références suivantes expliquent le processus de prolifération du mercure dans les réservoirs et ses répercussions sur les communautés concernées : COMITÉ DE LA BAIE JAMES SUR LE MERCURE, *Rapport d'activités*, Montréal, Le Comité, 1987 ; Alan PENN, « Uneasy

de Fort George ont également ouvert la porte à d'importantes augmentations de la capacité de production des centrales LG-1, LG-3 et LG-4 (et plus tard LG-2), ce qui équivalait à une décharge des eaux turbinées de 25 % à 30 % supérieure au débit prévu dans l'entente originale. En plus de ces changements, la transformation du paysage a eu pour effet de désorienter les activités quotidiennes de ceux et celles qui avaient l'habitude de travailler sur ce site :

I saw Uupichun-LG-1, also. I didn't want to cross over to the other side because I was afraid. I had never crossed at a place that looked like that. I was too scared when they wanted to drive across (the dam). We had to turn back. We used to get so much food there. Look at what it looks like now⁶⁴.

Il va sans dire que la destruction de Uupichun équivalait à la perte d'un patrimoine culturel important pour les Eeyou de Chisasibi et la capacité de travailler, de perpétuer des modes de production typiquement cris à partir de l'énergie de la rivière représente peut-être le plus grand deuil pour ceux et celles dont l'identité était intimement liée à ce travail. En effet, les activités traditionnelles étaient d'autant plus précieuses que l'économie cris était déjà bien engagée dans la voie du changement au tournant des années 1970⁶⁵. La Convention de Chisasibi, en continuité avec la CBJNQ, prévoyait la formation de cadres et d'effectifs cris afin que ceux-ci soient intégrés à la main-d'œuvre des

Coexistence : La Grande and the James Bay Cree », Bruce HODGINS et Kerry CANNON [éd.], *On the Land : Confronting the Challenges to Aboriginal Self-Determination in Northern Quebec and Labrador*, Toronto, Betelgeuse Books, 1995, p. 129-143 ; B. D. ROEBUCK, « *Elevated Mercury in Fish as a Result of the James Bay Hydroelectric Development : Perception and Reality* », James HORNIG [éd.], *Social and Environmental Impacts*, op. cit., p. 73-92.

64. « J'ai vu Uupichun-LG-1 aussi. Je ne voulais pas traverser de l'autre côté parce que j'avais peur. Je n'avais jamais traversé à un endroit qui avait l'air de ça. J'avais trop peur lorsqu'ils ont voulu traverser (le barrage) en voiture. Nous avons dû rebrousser chemin. Nous avions l'habitude de trouver tant de nourriture ici. Regardez de quoi ça a l'air maintenant [je traduis]. » Citation tirée du *Great Whale Environmental Assessment*, op. cit.

65. Richard SALISBURY, *A Homeland for the Cree – Regional Development in James Bay 1971-1981*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1986.

différents secteurs du développement hydroélectrique. Toutefois, contrairement à la transformation abrupte de la rivière, la transition vers des modes de production et un type de travail différents est un processus graduel dont l'évolution est directement reliée à la capacité d'adaptation des individus à une nature transformée. Dans ce contexte, il est ironique que l'un des représentants du gouvernement du Québec ait choisi de commenter le dossier de la formation de la main-d'œuvre crie dans les mots suivants : « Je crois qu'il est temps de leur apprendre à pêcher et de cesser de leur donner du poisson⁶⁶. »

FIGURE 3

LG-1

(Source : collection personnelle de l'auteure, 2005)

Un nouveau chemin vers les rapides

Site de production, Uupichun était forcément un lieu identitaire pour les gens de la Chisasibi parce qu'il représentait un important carrefour de contacts et d'échanges entre les humains et la nature. Les évaluations

66. SAGMAI/CONSEIL EXÉCUTIF, *op. cit.*

UN NOUVEAU CHEMIN VERS LES RAPIDES

d'impact environnemental, l'histoire orale, la cartographie et les archives autochtones démontrent que des dizaines de sites tout aussi stratégiques ont disparu sous la poussée du développement hydroélectrique ; chacun d'eux est relié, comme Uupichun, à la création de LG-2 et mériterait que son histoire soit elle aussi reconstituée. Comme pour les ouvrières et ouvriers de LG-2, la valeur du travail accompli en ces lieux rayonnait sur les échanges sociaux. À petite ou à grande échelle, le travail assure la qualité de vie des communautés : du point de vue matériel, par l'apport de denrées de base ou d'un revenu monétaire, mais aussi du point de vue symbolique, à travers le partage du travail et des fruits du travail. Cette appréciation du travail comme agent de cohésion sociale, rendu possible par une nature abondante de ressources, était le cadeau que faisait la Chisasibi aux Cris qui la fréquentaient : la perte d'une telle nature socialisée représente donc pour eux la perte d'une structure de sociabilité ancrée dans des générations de fréquentation du territoire. C'est également le développement de liens sociaux, cette fois à l'échelle nationale, par l'exploitation des ressources qui est au cœur de la mémoire québécoise en ce qui concerne la construction du Complexe La Grande. Être Hydro-Québécois, c'est, vraisemblablement, s'unir à la rivière avec tant de sueur et d'énergie qu'elle finit par s'intégrer à nous, et nous à elle. Comme le démontre l'histoire d'Uupichun, il est indéniable que les Cris en ont fait autant, et depuis des millénaires, selon leurs propres conceptions de la nature, de la culture et de l'économie.

Établie dans une perspective comparative, l'histoire environnementale de Chisasibi/La Grande nous permet de saisir les différentes dynamiques d'humanisation du territoire dans leur globalité. Qui plus est, elle nous permet de les entrevoir dans leur simultanéité. La comparaison entre les modes de production dits « traditionnels » des Cris et ceux dits « modernes » des Québécois peut sembler incongrue ; si elle l'est, c'est à cause de l'historiographie dominante qui s'acharne à séparer ces modes de production et à les caser dans une perspective téléologique qui, en reniant leur coexistence, cherche à l'entraver. Trente-cinq ans après l'annonce du projet LG-2 et, surtout, à la veille d'autres travaux semblables dans la région, la détérioration de l'environnement nous force à envisager – sinon à exiger – une telle coexistence afin de réinventer notre rapport à la nature. Comme le souligne Donald Worster,

[the] full implications of our ecological dependency are still working their way into the heads of economic and political leaders, but already they are eroding any grandiose claims of conquest over the earth or of our invulnerability to the forces of nature... [A]wareness of our dependency on the whole fabric of life is stimulating a sense of dependence on other people, most of them strangers to us but locked into a common predicament⁶⁷.

La construction du Complexe La Grande a surtout été vue comme un chapitre de l'histoire nationale du Québec. En contrepartie, l'histoire environnementale de la Chisasibi/La Grande peut s'écrire non pas comme l'histoire d'un peuple unique, mais comme le récit d'une rencontre et d'une relation : celle des peuples du Nord et du Sud qui occupent le territoire de la province. Mon analyse a traité une partie infime de cette rencontre, et des recherches plus approfondies restent encore à faire. Si cette histoire fut souvent difficile, c'est parce que la transformation de la rivière s'est faite dans la méconnaissance de la culture crie, et donc dans la méconnaissance de la rivière elle-même puisque ceux-ci l'avaient profondément humanisée. En se basant sur une relation « de nation à nation », la Paix des braves tente d'instituer des modes de gouvernance dialogiques. Ces efforts doivent s'appuyer sur une connaissance historique de la Baie James qui dépasse l'horizon récent du développement hydroélectrique, tout en ajoutant une perspective interculturelle aux récits dominants. Ce que les historiens environnementaux écrivent aujourd'hui déterminera le type de nature qu'habiteront les historiens de demain⁶⁸.

67. « Toute la portée de notre dépendance écologique tarde encore à se manifester dans la tête des dirigeants politiques et économiques, mais déjà elle contribue à remettre en question les grandioses prétentions de conquête de la terre et l'illusion de notre invulnérabilité aux forces de la nature... [L]a conscience de notre dépendance envers la totalité des écosystèmes favorise un sentiment de dépendance envers les autres peuples qui nous sont pour la plupart étrangers, mais qui partagent avec nous un destin commun [je traduis]. » Citation tirée de Donald WORSTER, *op. cit.*, p. 12.

68. « *Environmental history, for example, will help shape the kind of nature future historians will inhabit.* » Citation tirée de James O'CONNOR, « What is Environmental History? Why Environmental History? », *Capitalism, Nature, Socialism*, vol. 8, n° 2, 1997, p. 7.

Toutefois, le développement hydroélectrique de la Baie James – et surtout l'arrivée d'Hydro-Québec, qui est une institution à la fois gouvernementale, économique et culturelle – a eu pour effet d'encapsuler (pour utiliser l'expression d'Alan Penn) la communauté crie dans le paysage et dans l'histoire produits par la société d'énergie ; et ce, même si, comme John Sandlos le remarque, les caractéristiques environnementales de la région – climat et sol peu propices à l'agriculture, vastitude du territoire – avaient permis aux Cris de résister aux incursions coloniales et de conserver, à plusieurs égards, le contrôle de leur territoire jusqu'à la moitié du ^{xx}e siècle. À l'heure actuelle, même l'appellation crie de « Uupichun » a été absorbée par le paysage hydroélectrique : à quelques mètres de l'emplacement de LG-1, Hydro-Québec a créé la « Baie Upichiwuun » et aménagé un emplacement touristique où les visiteurs du barrage peuvent venir contempler cette baie, lire les panneaux d'information et prendre des photos. À l'origine, ce site était une vallée parallèle à la rivière La Grande, traversée par un petit ruisseau. Pendant la construction du barrage, la terre excavée a été déposée sur le site, ce qui en a haussé le niveau. Des plantes semi-aquatiques ont ensuite été semencées, de même que des graminées et légumineuses susceptibles d'attirer la faune aviaire. Le « Uupichun » (site de rassemblement) des Cris est donc devenu, après la transformation du paysage par Hydro-Québec, le « Upichiwuun » des oiseaux migrateurs. Le défi, pour les Cris, de s'approprier un paysage ainsi remanié – et en quelque sorte « recyclé » – est bien sûr très grand :

One might argue that not only has the place (the original First Rapids) been removed from the Cree landscape, but that one of the subtle terms used by the Crees as they navigated this river has also been appropriated – for company purposes. We need to ask ourselves how aboriginal society can resist these kinds of pressures and maintain its own identity of places which had been important not only as a source of food, but as social gathering areas⁶⁹.

69. « On pourrait soutenir non seulement que le site (les Premiers Rapides originaux) a été retiré du paysage crie, mais aussi que la compagnie s'est approprié l'un des termes subtils utilisés par les Cris lorsqu'ils voyageaient sur cette rivière,

En terminant, la trajectoire de vie du poète américain Raymond Carver – trajectoire qui s'est déroulée bien loin des barrages de la Baie Jamès – peut offrir une riche allégorie sur le destin des peuples amenés à se rencontrer sur les voies d'eau du Nord. À la veille de ses 40 ans, son écriture, sa famille et sa vie ravagées par l'alcool, Carver fit volte-face et s'engagea dans une nouvelle voie. Dix années d'une écriture prolifique s'ensuivirent, nourries par un contact régulier avec les eaux de l'État de Washington : « *It pleases me, loving rivers/Loving them all the way back to their source/Loving everything that increases me*⁷⁰. » Carver mourut du cancer en 1988, mais ses dix années de plénitude lui avaient révélé qu'un choix fait maintenant, aujourd'hui, a le pouvoir de changer nos actions passées :

*This was what the water, with its ripples, eddies and unpredictable turbulence, taught Carver – that we can, if we are lucky, not just atone for, but remake our earlier selves. That we can work back against the current, and in so doing find a new path to the waterfall*⁷¹.

Dans cet esprit, il est à espérer que Cris et Québécois pourront ensemble trouver de nouvelles voies d'accès aux paysages du passé – Uupichun et les autres – qui sont le produit de leur propre labeur, et aussi de leur avenir.

pour ses propres besoins. Nous devons nous demander comment une société autochtone peut résister à ce type de pression et maintenir l'identité de ses sites patrimoniaux, non seulement en tant que sources de nourriture, mais aussi en tant que lieux de rassemblement [je traduis]. » Propos informels de Alan PENN, 3 octobre 2005.

70. « J'aime aimer les rivières/Les aimer jusqu'à leur source/Aimer tout ce qui me grandit [je traduis]. » Citation tirée de Robert MACFARLANE, « Back to the Source : Raymond Carver Was a Late Convert to the Transcendent Power of Nature », *The Guardian*, 9 avril 2005.

71. « Voici ce que l'eau, avec ses ondulations, tourbillons et turbulences imprévisibles, a enseigné à Carver – que nous pouvons, avec un peu de chance, non seulement racheter, mais bien transformer nos actions passées. Que nous pouvons remonter le courant et, ce faisant, trouver un nouveau chemin vers les rapides [je traduis]. » *Ibid.*